

AÏN DEFLA

Les communes de Oued Chorfa et Birbouche ne seront pas dotées de gaz naturel dans l'immédiat

Les foyers des communes de Oued Chorfa et de Birbouche, dans la daïra de Djendel, à l'extrême est de la wilaya, n'auront pas la chance d'être branchés au réseau de distribution du gaz naturel, tout au moins dans l'immédiat. Cela se fera quand la ressource financière sera disponible, c'est-à-dire quand l'embellie de la manne pétrolière reviendra.

C'est en résumé ce qui a été répondu à une élue de l'APW, Hayat Kenadsa, qui a intervenu lors des débats de la session d'été, ouverte la semaine dernière, débats qui ont précédé l'adoption, à l'unanimité, du budget complémentaire 2016.

En effet, il a été répondu à cette élue que le budget de la wilaya ne peut faire face au coût de la réalisation des réseaux de transport et de distribution pour doter ces deux communes du gaz naturel, coût que le directeur de l'énergie et des mines, B. N. Moffok, a estimé à quelque 70 milliards de centimes pour chacune des deux communes, et que dans la conjoncture actuelle des restrictions des dépenses, ces projets sont reportés à des dates ultérieures.

Selon les informations dont nous disposons, le taux de pénétration du gaz naturel est de 52% tandis que le taux de national est de 55%, selon la déclaration faite il y a quelques semaines à partir de Tlemcen où il effectuait une visite de travail.

Pour la wilaya de Aïn Defla, ce taux atteindra et pourra même dépasser les 60% une fois que les travaux entrepris dans certaines communes seront achevés.

Karim O.

BOUMERDÈS

Guerre ouverte entre les avocats et le parquet

Rien ne va plus entre le chef du Parquet du tribunal de la ville de Boumerdès et les avocats inscrits au Barreau de la wilaya de Boumerdès qui portent de graves accusations contre le magistrat cité plus haut.

Jeudi, ils étaient une cinquantaine, le bâtonnier Ahmed Benantar en tête, à se présenter devant la présidente du tribunal correctionnel de la ville du chef-lieu de wilaya pour plaider la cause de leur confrère Ali Naïmi, accusé, en décembre 2015, par le procureur décrié d'outrage à corps constitué.

Motif de cette accusation, l'avocat Naïmi aurait observé un arrêt à bord de son véhicule, le long de la rue qui longe le tribunal pour faire descendre son épouse qui est avocate. S'en suivra une altercation avec les policiers en faction dans ce tribunal.

Le procès est reporté au 22 septembre prochain avec la pré-

sence de la partie civile, c'est-à-dire les policiers. A l'issue de l'audience, le bâtonnier Benantar, entouré de l'avocat accusé et d'une vingtaine de ses confrères nous ont relaté les faits qui ont abouti à cette situation préjudiciable pour la justice.

L'avocat bâtonnier fustige et le comportement et certaines décisions prises par le procureur du tribunal de Boumerdès. «L'affaire de Naïmi n'est que la goutte qui a fait déborder le vase. Le problème est entre toute la corporation des avocats et le parquet du tribunal de Boumerdès. Au niveau de ce tribunal, il y a des dispositions particulières. Il est par exemple interdit à un avocat de se constituer dans des

affaires civiles. Le procureur charge les policiers de réprimer des avocats. Il entrave leur travail.

Le procureur refuse de délivrer les décisions de classement aux avocats. Il exige la présence du concerné en personne. Ces documents sont, je vous le rappelle, essentiels pour engager des actions en civil. Par ailleurs, c'est le seul tribunal en Algérie où le service de l'état civil a été supprimé par ce magistrat», dira maître Benantar qui réitérera, avec l'approbation de ses confrères, l'exigence de la corporation quant à «l'éloignement de ce procureur de la wilaya de Boumerdès car il ne peut pas travailler avec les avocats.»

Il y a lieu de rappeler que les défenseurs de la wilaya de Boumerdès ont déjà organisé une journée de protestation avec boycott des audiences pour dénoncer ces mauvaises relations avec le

parquet. Ils ont, en outre, prévu une assemblée générale extraordinaire juste après l'Aïd El-Fitr, laissant planer la menace de recours à des actions avec la participation au niveau national dans le cas où leurs revendications ne sont pas prises en charge.

Juste à la fin de l'entretien avec le bâtonnier Benantar, qui s'est déroulé dans une salle réservée aux défenseurs, nous nous sommes présentés, en exhibant notre carte professionnelle, au niveau des services du procureur du tribunal de Boumerdès précisant l'objet de notre demande d'interview à savoir tous les griefs énumérés par les avocats, ce magistrat nous a fait dire, par le biais d'un agent du guichet, qu'il a plusieurs réunions et qu'il ne pourrait pas nous recevoir durant toute la journée.

Abachi L.

Solidarité, discrétion et convivialité à Chabet El Ameer

L'appel des jeunes était aussi l'occasion de s'enquérir de la situation économique et sociale de Chabet El Ameer. Nous sommes, donc, montés mercredi dernier à Chabet, à 47 km du chef-lieu de la wilaya pour répondre aux jeunes qui voulaient rendre hommage à leur concitoyen Dda Saïd, comme ils l'appellent affectueusement. Ces derniers ont pris contact avec nous pour nous dire «en plus des actions qu'il accomplit durant toute l'année en direction des familles en difficulté, Dda Saïd ouvre chaque Ramadhan un restaurant pour les familles nécessiteuses de notre commune ou d'ailleurs.

«Cela se répète chaque année depuis plus de 10 ans. Ne méritait-il un peu d'intérêt de votre part ?» «Par ailleurs, malgré l'enclavement et l'éloignement de notre commune des centres économiques de la wilaya, il a tenu à y installer le siège social de son entreprise pour que la commune puisse profiter de la fiscalité.» Il s'agit de Saïd Ysref, Chabetois et

personnage connu et estimé par la population et les officiels dans toute la wilaya de Boumerdès.

Mercredi dernier, la visite nous a permis aussi de nous replonger un peu dans l'ambiance sociale de la localité. Surprise par notre visite imprévue, mais accueillante, Cherifa Gaci, licenciée en histoire, nous a fait visiter le restaurant que lui a confié Ysref, son patron. A

notre arrivée mercredi vers 13 heures, deux jeunes femmes ont commencé à préparer le menu du jour, «la démarche de monsieur Ysref est de toucher en priorité les familles», nous explique Cherifa qui a tenu à saluer le rôle positif des autorités, à leur tête le wali, qui ont accordé toutes les autorisations, sans difficulté. Elle nous montre son registre.

Mardi, la veille de notre visite, 31 personnes se sont restaurées sur place à l'heure du f'tour, dans une salle climatisée, alors que 457 repas ont été servis aux familles. Au 23^e jour du Ramadhan, le restaurant de Ysref a servi 12.181 repas. «Une personne se présente avec ses ustensiles pour transporter les aliments et nous dévoile le nombre de personnes que compte

sa famille, — certaines en comptent 10 personnes — nous lui servons autant de repas. Il n'y a aucune condition. Certaines personnes viennent des lssers ou de plus loin, de Bordj-Menaïel», a indiqué Cherifa. Il y a lieu de préciser que la salle des fêtes est située en retrait du centre-ville, dans un endroit discret. Ce qui protège du regard les personnes qui viennent pour bénéficier de cette aide. La gérante note un aspect relationnel positif «il y a des liens qui se tissent entre les personnes qui viennent régulièrement chez nous. Si l'une est par exemple absente, d'autres viennent s'enquérir des nouvelles».

Nous quittons Chabet, laissant Cherifa heureuse de ce qu'elle fait pour sa communauté.

A. L.

SIDI-BEL-ABBÈS

Une psychiatre suspendue par mesure conservatoire

La DSP a demandé au début de cette semaine une inspection ministérielle pour trancher au sujet des faits reprochés à une psychiatre exerçant au niveau de l'EPH de psychiatrie de Sidi-Djilali de Sidi-Bel-Abbès. Cette dernière a été suspendue au début du mois de juin de ses fonctions par mesure conservatoire en attendant la qualification par la commission paritaire des griefs retenus à l'encontre de cette praticienne.

Selon les informations que nous avons pu recueillir, c'est un malade qui est mort après sa sortie de l'hôpital alors qu'il était en placement administratif qui est au

cœur de cette sensible affaire qui agite l'EPH de psychiatrie.

Le malade en question était en placement administratif à l'EPH de psychiatrie de Sidi-Bel-Abbès

signé par le wali de Tlemcen. Son médecin traitant a jugé que son état était plus équilibré après une semaine d'hospitalisation et a décidé de sa sortie. Mais cependant, 13 jours après, celui-ci est mort par noyade à Tlemcen où il réside.

Le directeur de l'EPH a dit qu'en matière de réglementation, un malade en placement administratif ne doit pas quitter l'hôpital avant 15 jours. Or, la psychiatre a autorisé ce dernier à quitter l'hôpital après 7 jours seulement d'hos-

pitalisation. Une décision qui aurait pu être évitée et le drame ne se serait pas produit peut-être.

Les proches de ce malade décédé ont déposé une plainte. La psychiatre a été suspendue par mesure conservatoire et elle devra comparaître devant une commission paritaire, seule apte à qualifier l'acte reproché, à savoir la sortie après 7 jours d'un malade en placement administratif.

De cette qualification dépendra la suite réservée à cette affai-

re que les responsables qualifient de grave. C'est pour cette raison que la DSP a demandé l'envoi d'une inspection ministérielle car l'affaire commence à faire trop de vagues et la contestation de plus en plus importante par le syndicat de praticiens.

Après un sit-in dans la journée de jeudi dernier, c'est une grève qui est annoncée pour le 10 juillet prochain des praticiens convaincus du bien-fondé de la cause de leur collègue.

A. M.